

CODE ROUGE RÉVOLUTIONNAIRES

**L'info marxiste
des informaticiens
anticapitalistes**

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

*Bulletin des militants et sympathi-
sants NPA - Révolutionnaires de
CGI et Cap Gemini*

Si tu veux la paix, prépare la révolution !

Après le chef d'état-major qui voudrait nous préparer à « accepter de perdre nos enfants », Macron a annoncé le retour du service militaire dès 2026, sous forme volontaire.

Les enfants des classes populaires : volontaires désignés

Dix mois, nourri et logé, avec 800 euros de dédommagement et un bonus sur Parcoursup : voilà comment Macron a présenté le rétablissement du service militaire. Il ne cherche à attirer que les enfants d'ouvriers, exclus par le tri social qui fait office de système scolaire et contraints à de longues périodes de chômage forcé entrecoupées de petits boulots précaires. Dans cette société de classe, ce sont toujours les plus pauvres qui sont envoyés en première ligne. Ni les capitalistes, ni les politiciens à leur service ne laisseront leurs enfants risquer leur vie dans les guerres qu'ils mènent ou qu'ils préparent.

Les jeunes soldats qui ont été envoyés par Bush envahir l'Irak en 2003 étaient prétendument volontaires, mais en grande majorité Noirs ou Latinos, et tous particulièrement pauvres. Ce sont aussi des « volontaires » à l'avenir bouché que le régime de Poutine recrute dans les zones reculées de la fédération de Russie pour se faire trouer la peau dans les tranchées en Ukraine.

Macron et ses semblables parlent de « défendre la patrie » contre l'ennemi russe. Mais qui peut croire que la Russie s'apprêterait à attaquer la France ? C'est qu'il faudrait défendre nos « alliés » d'Europe de l'Est, disent les va-t-en-guerre... Le régime de Poutine a effectivement prouvé son mépris des peuples en s'attaquant à l'Ukraine. Mais il n'est pas le seul sur cette planète : que dire du régime génocidaire de Netanyahu ? Nos va-t-en-guerre ne parlent pas de l'empêcher de nuire, au contraire ils le soutiennent corps et âme : c'est donc cela, la « défense de nos alliés » ?

Algérie, Comores, Libye, Mali, Côte d'Ivoire : l'armée française est une armée d'agression et de pillage au profit des capitalistes

Quelle est cette fable qui voudrait présenter l'armée française comme une généreuse force de défense de la paix dans le monde ? Qui a cru George W. Bush lorsqu'il prétendait envahir l'Irak pour établir la démocratie et lutter contre le terrorisme ? Qui croit Poutine quand il dit vouloir « dénazifier » l'Ukraine ? Qui croit que Trump lutte contre le trafic de drogue lorsqu'il bombarde le Venezuela ?

Mais il faudrait croire les mensonges de Macron ? L'armée française, qu'elle soit une armée de conscrits comme lors de la guerre d'Algérie ou une armée de métier comme lors de l'intervention contre la Libye en 2011, n'est pas une armée de défense – si ce n'est de défense des intérêts des grands groupes capitalistes partout dans le monde, de Bolloré, de Total, de la CMA CGM, de Bouygues, de Lafarge. Combien d'interventions, tout ce qu'il a d'offensives et en rien défensives, a-t-elle mené contre les peuples en Asie ou en Afrique ?

Ni chair à patrons, ni chair à canons

La guerre économique que les capitalistes appellent « concurrence » se transforme régulièrement en guerre tout court. Alors, ils habillent leur soif de profit en défense de la « démocratie », du « droit des peuples » ou autre « devoir d'ingérence ». Ceux qui nous mènent en permanence une véritable guerre sociale, les patrons, les actionnaires et les banquiers, tentent en plus de nous embrigader. Et cette préparation à une éventuelle guerre de « haute intensité », dès maintenant, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, qu'ils voudraient la faire payer !

Refuser les guerres des capitalistes, c'est combattre dès maintenant contre l'augmentation des budgets militaires et pour l'expropriation des grands groupes de l'armement qui en profitent. Cette lutte est inséparable de la lutte pour nos intérêts de travailleurs, car le tribut que la société paye au militarisme est prélevé directement sur nos salaires, sur nos retraites, sur l'éducation de nos enfants et sur notre santé.

Du fric pour l'hôpital, pas pour le Rafale !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 01 décembre 2025

CGI : Réactive et prévoyante

On apprend désormais que des mesures vont être prises face aux fuites d'eaux et aux plafonds qui s'effondrent à CGI. Plus de 3 ans après les premières fuites au plafond, on félicite la direction pour sa réactivité à toute épreuve. Et sa prévoyance ! On apprend que là où les travaux auront lieu, le chauffage ne fonctionnera plus du tout... pendant les 6 mois de travaux. Après avoir mis 3 ans à réagir aux problèmes de fuites, elle va nous demander en à peine quelques jours de nous adapter. Va-t-elle remettre en place du flexoffice ? Va-t-elle demander à certains d'entre nous de repasser en télétravail, après avoir passé des mois à nous expliquer que ça nuisait à la productivité ? Autre grande qualité de la direction : sa transparence ! Sans blague, nous résoudrions beaucoup mieux les problèmes nous-mêmes, et sans elle.

Cent heures par semaine, qui dit mieux ?

La start-up suisse Forgis, spécialisée dans l'intelligence industrielle, a suscité quelques remous dans le pays en publiant une offre d'emploi exigeant de ses futurs salariés de travailler entre 80 et 100 heures par semaine. Cela représente des journées de plus de 14 heures sans aucun repos hebdomadaire. « On ne croit pas à l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle » assume l'annonce, qui aurait pu ajouter « mais on croit à l'esclavage salarié ».

Smic : les « experts » contre un coup de pouce

Le groupe d'experts sur le Smic a recommandé au gouvernement de ne pas revaloriser le salaire minimum au-delà de son augmentation mécanique qui sera d'environ 1,4 % au 1er janvier prochain. Le Smic, aujourd'hui à 1 426,30 euros net, augmentera alors d'un peu moins de 20 euros pour s'établir à 1 446 euros net environ. Pour expliquer leur décision les « experts » mettent en avant « le ralentissement du marché du travail » et « le niveau élevé du Smic par rapport au salaire médian ». Depuis sa création, en 2008, ce groupe d'experts n'a jamais préconisé un seul coup de pouce. Il faut dire qu'aucun d'entre eux ne sait ce que c'est de vivre avec moins de 1 500 euros par mois. Aujourd'hui, un Smic décent ne devrait pas être inférieur à 2 000 euros net.

Madagascar : Macron cautionne le coup d'État militaire

Macron s'est entretenu avec le colonel Michael Randrianirina, arrivé au pouvoir lors d'un coup d'État militaire, mi-octobre, après un important mouvement de contestation contre la corruption et la pauvreté qui avait provoqué la chute et la fuite à l'étranger de son prédécesseur. En s'emparant du pouvoir, l'armée voulait couper les ailes à la mobilisation populaire tout en faisant mine de se rallier à elle. Un détail pour Macron qui – au-delà de quelques phrases ronflantes sur le « retour à la démocratie » ou « la préservation de l'État de droit » – veut surtout s'assurer que les intérêts des capitalistes français ne sont pas menacés.

300 supermarchés Auchan menacés, 11 000 emplois en jeu

Le groupe Auchan, propriété de la famille Mulliez, a annoncé vouloir faire passer sous enseignes Intermarché ou Netto 300 de ses supermarchés. Quelque 11 000 salariés sont concernés. Les Mulliez avaient déjà annoncé l'an dernier un plan social avec à la clé la suppression de 2 400 emplois. Le passage des salariés sous enseigne Intermarché risque de leur faire perdre entre 2 000 et 2 500 euros par an. Aux travailleurs d'Auchan de se mobiliser pour refuser tout licenciement et obtenir le maintien de leurs acquis sociaux.

S'évader par la lecture

Il a beau avoir passé moins de trois semaines en prison au régime de faveur que l'on sait, Sarkozy estime avoir quelque chose à en tirer. Il vend son Journal d'un prisonnier 20,90 euros pièce. On espère que les juges lui donneront bien vite de quoi écrire le deuxième tome. Quant à ceux qui veulent vraiment savoir ce qu'est la vie d'un taulard, ils liront plutôt les rapports de l'Observatoire international des prisons.

Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) : révolte au centre de rétention administrative

Les 29 détenus du centre de rétention administrative (CRA) d'Hendaye se sont révoltés ce week-end contre leurs conditions d'enfermement. Ils ont jeté sur les policiers qui les gardent des débris, ont obstrué des caméras de surveillance et provoqué différentes dégradations avant de se confronter aux forces de l'ordre appelées en renfort pour les mater. Suite à ce mouvement, l'ONG La Cimade a rappelé que ce centre – où sont regroupés principalement des Algériens en attente d'être expulsés du territoire – connaît des durées de rétention supérieures à la moyenne nationale et que certaines personnes qui y sont enfermées souffrent de pathologies psychiatriques dont la prise en charge n'est pas assurée. Depuis leur création en 2017 près de 50 000 personnes ont été « retenues » dans les 25 CRA que compte le pays et les associations d'entraide ne cessent de protester contre la violation des droits des personnes concernées.

Exécution en direct de deux Palestiniens par l'armée israélienne

Des vidéos filmées dans le nord du territoire montrent des soldats israéliens tirer sur deux Palestiniens qui avaient les bras levés et se rendaient. L'armée israélienne a « ouvert une enquête » mais le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, figure de l'extrême droite, a tenu à apporter son « soutien total aux garde-frontières et aux soldats de l'armée qui ont ouvert le feu sur des terroristes recherchés sortis d'un bâtiment à Jénine ». B'Tselem, organisation israélienne de défense des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a déclaré : « Il est du devoir de la communauté internationale de mettre fin à l'impunité d'Israël et de traduire en justice les responsables de la planification et de l'exécution de sa politique criminelle. » Un vœu pieu car les grandes puissances soit soutiennent la politique génocidaire d'Israël, soit ferment les yeux sur ses crimes.

Si ce bulletin te plait... fais le circuler !